

CRISE AU PÉROU

Revendications légitimes, répression, mauvaise gestion, vandalisme et mort

L'élection démocratique de Pedro Castillo Terrones en tant que président du Pérou, avec le soutien et les votes du Pérou « profond », a représenté un coup dur pour la droite, qui a répondu par une attaque systématique et permanente, à l'aide de leurs armes, des médias et de la majorité parlementaire au Congrès, et ce, avant même la prise de fonctions du nouveau président.

Son manque d'expérience, son ignorance de la façon de gouverner et son excès de confiance l'ont poussé à s'entourer de personnes sombres et corrompues, ce qui a entraîné de nouvelles attaques contre son gouvernement.

Son élection avait pourtant déjà mis en lumière le mécontentement de la population oubliée et historiquement ségréguée de ce « Pérou profond ».

Aggravation de la crise. Fin 2022, la majorité de droite du Congrès pouvait obtenir suffisamment de votes pour démettre le président de ses fonctions. Le 7 décembre, celui-ci a alors tenté un coup d'État, en ayant recours à d'étranges manœuvres politiques. Les circonstances qui l'ont poussé à prendre une telle décision restent assez floues. Il existe diverses théories, sur lesquelles nous ne spéculerons pas. Ce qui est sûr, c'est que le président a fini par être arrêté et a été placé en détention provisoire.

Après plusieurs vices de procédure, le Congrès de la République a nommé Dina Boluarte présidente, avec le soutien des législateurs fujimoristes de droite et l'approbation des médias et des grandes multinationales. L'ambassadrice américaine a été la première à lui rendre visite au palais du gouvernement et à la féliciter pour son élection.

La macro-région du Sud, composée des départements d'Arequipa, Apurímac, Cusco, Puno, Huancavelica, Ayacucho et Madre de Dios, et diverses localités d'autres régions ont été le point de départ d'une série de manifestations publiques, avec les revendications suivantes :

1. La démission de Dina Boluarte de la présidence, revendication basée sur la trahison des principes pour lesquels elle a été élue et sur son usurpation de l'écharpe présidentielle.
2. La dissolution du Congrès de la République et l'organisation de nouvelles élections générales.
3. La restitution de Pedro Castillo à la présidence. Certains secteurs assument cette revendication, considérant avoir été privés d'un président élu démocratiquement.
4. Une nouvelle constitution. Une partie de la population exige une nouvelle charte générale ou, au moins, l'organisation d'un référendum pour savoir si les citoyens péruviens veulent une nouvelle constitution.

La consigne est claire : les manifestants ne seront prêts à dialoguer qu'une fois leurs revendications satisfaites.

Les citoyens les plus pauvres et oubliés organisent des manifestations dans leurs villes d'origine, pour faire part de leur désir de changements structurels dans la société péruvienne, prouvant ainsi au monde qu'eux aussi peuvent s'exprimer. Ces manifestations sont fréquemment réprimées avec violence par la police et les forces armées, faisant de nombreux morts, blessés et détenus à

Ayacucho, Puno, Arequipa o Huancavelica. Cela attise encore plus les oubliés et des milliers d'entre eux se dirigent vers Lima, ville qu'ils considèrent comme l'origine du mal et de leur repli.

Le gouvernement de Dina Boluarte est le plus sanglant de l'histoire du Pérou, après celui de Fujimori. Son mandat restera célèbre pour les faits suivants :

- a) Ce gouvernement compte plus de citoyens décédés que de jours en activité.
- b) Les autorités ont fermé les places et avenues principales de Lima dans le but d'empêcher les manifestants de défiler et ont pour consigne de systématiquement utiliser du gaz lacrymogène contre ceux qui y parviennent.
- c) Les étudiants et personnes hébergées sur le campus de l'université nationale principale de San Marcos ont dénoncé les mauvais traitements perpétrés par les autorités et un recours excessif à la force, dans des actes immérités et inconcevables dans une véritable démocratie.

Mauvaise gestion : Dans le but de conserver la droite au pouvoir, le gouvernement mésestime les requêtes formulées par la majorité du peuple. La présidente et son ministre Otárola affirment que les manifestants sont des groupes violents, motivés par d'obscurs intérêts et dont le financement et les armes proviennent de Bolivie, ce qui a amplifié l'indignation du peuple. Par conséquent, les manifestants se sont radicalisés et ils bloquent maintenant les routes et se déplacent en masse de l'intérieur du pays vers la capitale. Tout cela affecte l'ensemble de la population, notamment à cause du risque de pénurie de produits de première nécessité.

Vandalisme : Le vandalisme s'est malheureusement invité dans les manifestations pacifiques et légitimes. Certaines personnes profitent effectivement des manifestations pour s'approprier illégalement et violemment d'entreprises et menacer l'intégrité des biens publics et privés.

Mort : Ce qui nous attriste le plus, ce sont les pertes humaines. Plus de 50 compatriotes ont déjà été victimes de certains membres des forces armées et de la police, commettant des actes interdits, avec usage excessif de la force, ainsi que de certains manifestants et infiltrés, agissant à des fins autres que celles de la majorité de la population.

Et face à cela, le bureau du procureur public brille par son absence.

Face à ces actes, les groupes Emmaüs signataires souhaitent prendre position :

- Nous rejetons fermement la violence perpétrée par les membres des organismes d'État, qui est interdite par notre constitution et par les chartes internationales des droits de l'homme.
- Nous rejetons également fermement les actes de vandalisme, de vol et de pillage commis par des infiltrés et certains groupes minoritaires de la population manifestante qui abusent des formes correctes de protestation. Ces actions génèrent le chaos au sein des manifestations pacifiques et légitimes du peuple.
- Nous rejetons aussi les agressions verbales comme le « terruqueo », tendance qui consiste à cataloguer son adversaire comme un terroriste, et toutes expressions de racisme, notamment contre les peuples indigènes, de la part des secteurs politiques, des médias et des personnalités influentes qui instaurent un climat de haine entre les Péruviens.
- Nous attendons une réponse rapide du gouvernement aux revendications des manifestants.

Oui à la paix, oui à la construction d'un Pérou de tous·tes et pour tous·tes, plus inclusif, égalitaire, respectueux de nos différences, transparent, solidaire et avec une meilleure répartition de nos richesses.

Chiffonniers d'Emmaüs Trujillo

Chiffonniers d'Emmaüs Solidaridad y Apoyo Lima

Chiffonniers d'Emmaüs Lambayeque